

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 23 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GLATFELTER INDUSTRIES FRANCE (ex JACOB HOLM INDUSTRIES)S SAS

RUE HENRI SEILLER
68360 Soultz-Haut-Rhin

Références : 0006702155_2026_01_13_Glatfelter_VISuiEch
Code AIOT : 0006702155

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement GLATFELTER INDUSTRIES FRANCE (ex JACOB HOLM INDUSTRIES)S SAS implanté RUE HENRI SEILLER 68360 Soultz-Haut-Rhin. L'inspection a été annoncée le 09/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrivait dans le suivi des échéances de l'arrêté portant mise en demeure du 5 août 2025 consécutif à l'inspection du 16 juin 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GLATFELTER INDUSTRIES FRANCE (ex JACOB HOLM INDUSTRIES)S SAS
- RUE HENRI SEILLER 68360 Soultz-Haut-Rhin
- Code AIOT : 0006702155
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'entreprise Glatfelter de Soultz est spécialisée dans la fabrication de textile non-tissé pour les applications des lingettes et de l'hygiène.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Référentiel utilisé :

- Arrêté du 5 août 2025 portant mise en demeure à la société GLATFELTER de respecter les dispositions relatives à l'exploitation de ses installations à SOULTZ

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des valeurs limites d'émission	AP de Mise en Demeure du 05/08/2025, article 2	Astreinte avec sursis	Délais du sursis : 4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Justification des dépassements et des actions correctives	AP de Mise en Demeure du 05/08/2025, article 3	Levée de mise en demeure
3	Contrôle de recalage	AP de Mise en Demeure du 05/08/2025, article 4	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est conformé à deux des trois articles de l'arrêté portant mise en demeure du 5 août 2025. Concernant le dernier point, l'exploitant recherche toujours des moyens de limiter les polluants de ses rejets. Compte-tenu des démarches engagées, il est proposé un arrêté prescrivant une astreinte journalière avec un sursis d'exécution de quatre mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/08/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : "Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2000 susvisé : [...] Ces effluents devront respecter les normes suivantes avant rejet et sans dilution: <ul style="list-style-type: none">• Débit <9m³/h• pH entre 5,5 et 8,5

- Température <30°C
- DBO5 <500mg/l
- DCO < 900 mg/l
- MEST < 400mg/l [...]"

Constats :

Pour rappel, l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 octobre 1999 impose à l'exploitant de réaliser une mesure des paramètres pH, DBO₅, DCO et MEST sur un échantillon représentatif hebdomadaire.

Lors de l'inspection du 16 juin 2025, il avait été constaté de nombreux dépassements en pH, DCO et MES. L'exploitant a été mis en demeure par arrêté du 5 août 2025 susmentionné de respecter les valeurs de son arrêté préfectoral d'autorisation.

Il est constaté que les valeurs transmises sur la plateforme GIDAF font état de dépassements en novembre et décembre 2025 pour les paramètres :

- MEST (valeur limite d'émission : 400 mg/l) : deux dépassements en semaines 45 et 47 (novembre - respectivement 436 mg/l et 440 mg/l), trois dépassements en semaines 49, 50 et 51 (décembre - respectivement 570, 516 et 570 mg/l) ;

- DCO (valeur limite d'émission : 900 mg/l) : un dépassement en semaine 45 (novembre - 1044 mg/l) et deux dépassements en semaines 49 et 51 (décembre - 1064 mg/l à chaque dépassement).

Cela constitue des non-conformités.

Les autres paramètres sont mesurés en deçà des valeurs limites d'émission, notamment le paramètre pH.

En lien avec le point de constat n° 2, l'exploitant indique avoir mis en place des actions correctives pour éviter la survenue de dépassement de valeurs limites en MEST et DCO, notamment un flotateur (appareil de traitement des eaux usées qui permet la séparation des matières en suspension) sur une ligne de production. Il indique qu'il a constaté, en décembre, la présence de sable, issu de ses filtres à sables servant au prétraitement des effluents industriels, dans le canal d'évacuation de ses effluents industriels.

Il indique enfin que le point de prélèvement se situe à la sortie de son établissement et qu'il est en cours d'étude de l'impact des eaux sanitaires sur son autosurveillance, qu'il demandera une modification de son arrêté préfectoral (par un porter à connaissance), le cas échéant, pour le déplacement de son point de mesure afin que celui-ci soit à la sortie de ses effluents industriels.

L'exploitant ne s'étant pas conformé à la mise en demeure, alors que le délais est échu. Il est donc proposé des sanctions administratives (astreinte journalière). Cependant, compte-tenu des actions déjà engagées et à venir, il est proposé de surseoir l'applicabilité de cette astreinte journalière pendant un délai de 4 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte avec sursis

N° 2 : Justification des dépassements et des actions correctives

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/08/2025, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Justification des dépassements et des actions correctives

<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>"Dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58-IV de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :</i> <i>IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]"</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 16 juin 2025, il avait été constaté que l'exploitant n'indiquait sur la plateforme GIDAF uniquement les nombres de dépassements en précisant qu'ils étaient ponctuels, sans analyser les causes ni identifier les actions correctives engagées.</p> <p>L'exploitant a transmis en date du 8 septembre 2025 les justifications des dépassements passés et les actions correctives engagées pour éviter le renouvellement des dépassements, notamment sur les paramètres DBO₅, DCO et pH.</p> <p>L'exploitant s'est ainsi mis en conformité avec les prescriptions portées par l'article 3 de l'arrêté portant mise en demeure du 5 août 2025.</p> <p>Il est constaté que sur la plateforme GIDAF (cf. point de constat n°1), l'exploitant reste succinct quant aux causes des dépassements mais celles-ci sont similaires à celles rencontrées par le passées et explicitées en réponse à l'inspection du 16 juin 2025. Il conviendra, en cas de nouvelles détections de dépassement ayant des causes et des actions correctives différentes de préciser les éléments dans la partie idoine de la plateforme GIDAF.</p> <p>Considérant que l'exploitant a transmis, dans le délai fixé, les éléments demandés, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Contrôle de recalage

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/08/2025, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>"Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :</i> <i>III. S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</i></p>

L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]"

Constats :

Pour rappel, il avait été constaté lors l'inspection du 16 juin 2025 que l'exploitant n'avait pas effectué de contrôle de recalage lors des deux dernières années précédant le contrôle.

L'exploitant a transmis en date du 24 octobre 2025 les résultats du contrôle de recalage qu'il a effectué sur la base d'un comparatif entre :

- l'échantillonnage sur 24 heures d'un prélèvement réalisé par ses soins en faisant appel à un laboratoire agréé pour les paramètres considérés sur la matrice « eau résiduaire » ;
- l'échantillonnage sur 24 heures d'un prélèvement réalisé par le même laboratoire agréé, accrédité également pour les prélèvements.

Les résultats de ce contrôle de recalage n'amènent pas de remarques de l'Inspection.

Il est constaté que l'exploitant s'est conformé aux prescriptions de la mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure